

# Lettre aux élu.e.s et élus de Bretagne

## **Pour une Bretagne résiliente, solidaire et vivante face aux crises Orienter dès maintenant les aides publiques vers les enjeux sociaux et climatiques Renforcer les relocalisations et les coopérations au niveau régional et local**

Mesdames et messieurs les élu.e.s<sup>1</sup> de Bretagne,

La crise sanitaire et le confinement qui l'accompagne ont généré une situation hors normes, dramatique et anxiogène. Cette crise nous interpelle tous, individuellement comme collectivement. Elle agit comme un coup de semonce.

C'est une très belle initiative pour nos collectivités territoriales bretonnes et leurs partenaires financiers que de s'engager pour soutenir les entreprises et les associations, de ne pas laisser nos concitoyens les plus fragiles basculer dans le chômage ou la précarité. La solidarité est un enjeu humain essentiel que nous soutenons avec enthousiasme. La situation d'urgence a d'ailleurs révélé de nombreux élans de solidarité, très souvent portés par des citoyens, des collectivités, des structures associatives ou syndicales, des entreprises.

Mais les difficultés actuelles comme celles qui vont arriver dans les prochains mois font qu'il y aura assurément un avant et un après covid-19. Un grand plan de relance est annoncé. Or, tout se passe comme si les leçons de la relance consécutive à la crise financière de 2008 n'avaient pas été tirées. Pire, la crise sanitaire relègue l'urgence climatique et écologique au second plan, alors même que toutes ces crises sont les symptômes d'un système économique destructeur des biens communs, nocif pour l'humanité et pour la planète.

Les collectivités locales sont des témoins et des acteurs des réalités territoriales, proches des populations, de leurs conditions et de leur cadre de vie. Votre action permet dans les moments difficiles, comme ceux que nous traversons, d'assurer un indispensable service aux populations. Conscients des enjeux, nombre d'entre vous ont fait de la transition écologique et sociale un axe fort de leur action ou programme.

Nous, citoyens, scientifiques, associations, syndicats, entreprises, nous adressons à vous, représentant.e.s élu.e.s de Bretagne, pour vous demander de dire NON à une relance sans contreparties. La crise sanitaire renforce la nécessité d'agir collectivement pour changer le modèle socio-économique, sur la base des engagements climatiques<sup>2</sup> et de solidarités renforcées.

Nous vous proposons d'inventer et de mettre en place, ensemble, la Bretagne de demain : bas carbone, humaine, sobre, vivante, riche en emplois comme en qualité de vie. La Breizh-Cop fixe d'ores et déjà cet horizon, il nous faut la renforcer, au vu de nos consommations produites en Bretagne ou importées. Nous sommes persuadés que, pour prévenir et s'adapter aux changements globaux et aux crises à venir, il faut oser des ruptures, une grande transformation, et pour cela construire sur de nouvelles coopérations entre les humains et de nouvelles relations entre les humains et la nature.

La transition écologique est un impératif qui nécessite des changements dans nos modes de consommation, de déplacement et de production. Des changements qui doivent être accompagnés et se faire avec les travailleurs et les citoyens pour que cette transition soit juste. Elle doit être engagée dans les territoires, au plus près des réalités du quotidien.

---

<sup>1</sup> Parlementaires, élu.es des communes, intercommunalités, conseils départementaux et conseil régional

<sup>2</sup> Diviser nos consommations par 4, pour atteindre 1.7t de gaz à effet de serre (GES) par habitant.

## **Conditionner et orienter dès maintenant les financements de la relance pour répondre aux enjeux climatiques/écologiques et sociaux,**

Ces financements doivent être conditionnées à la création et au maintien des emplois sur nos territoires tout en veillant à leur qualité. L'orientation et la conditionnalité des aides publiques doivent être suivies par un outil collectif en lien avec la conférence sociale régionale. Les aides publiques exceptionnelles, issues de l'effort des citoyens et de ceux qui rembourseront la dette, doivent aller à l'intérêt général, au service de tous et des biens communs. Elles ne doivent surtout pas réalimenter le réchauffement climatique, favoriser la précarité sociale et sanitaire, ni alimenter les paradis fiscaux, les dividendes des actionnaires et les rémunérations trop élevées. Les 150 membres de la Convention Citoyenne pour le Climat préconisent d'ailleurs *“que les financements mobilisés dans le cadre de la sortie de crise soient socialement acceptables, fléchés vers des solutions vertes et que les investissements se concentrent dans des secteurs d'avenir respectueux du climat”*.

Ainsi, les aides financières à la relance doivent aller à une économie réelle sobre en gaz à effet de serre et en énergie, riche en emplois durables et rémunérés équitablement, respectueux des droits humains, dans nos territoires, en Europe, comme dans les pays avec lesquels nous commerçons. Elles doivent développer notre autonomie à travers une démarche forte de relocalisation des productions comme des consommations.

Elles doivent accompagner la transformation des process, la reconversion des activités, l'économie sociale, solidaire et écologique, la régénération du vivant et le stockage du carbone, les formations aux nouveaux métiers, l'éducation à la nature et à la coopération, la solidarité locale et internationale... Enfin, elles doivent favoriser une agriculture écologique et biologique, une pêche durable, sobres en carbone et s'appuyant sur le vivant, source d'emplois et de circuits courts, auxquels de plus en plus de citoyens sont attachés, comme ils l'ont exprimé pendant cette crise (cf la plateforme [www.produits-locaux.bzh](http://www.produits-locaux.bzh) ).

### **Oser la coopération**

Nous sommes tous conscients que cette nécessaire transformation de nos sociétés ne se fera pas sans difficultés. Elle suppose une volonté politique forte. Elle suppose aussi une coopération renforcée entre acteurs, pour bien la réfléchir, la négocier, l'expliquer et l'accompagner économiquement comme socialement.

La mobilisation doit être générale.

Nous, citoyens, scientifiques, associations, syndicats, entreprises, sommes prêts à nous engager, chacun dans notre domaine et à notre niveau, à contribuer avec vous à ces défis. Cela passera sans doute par la relecture des Plans climat (PCAET) bretons, la mobilisation des instances existantes (CESER, conseils de développement ...), la prise en compte de l'analyse des scientifiques, des moyens plus importants dédiés aux associations. Il nous faudra questionner nos choix individuels et collectifs, en particulier de consommation, d'écart de salaires, de fiscalité, d'intégration des biens communs dans de nouvelles approches économiques locales, et se doter d'autres boussoles que le PIB.

Cela passera aussi par de nouveaux espaces ou de nouveaux modes de coopération/négociation, par exemple à travers des « fabriques de transition » à l'échelle régionale comme locale.

Nous sommes également prêts à faciliter l'implication des citoyens, des associations, des entreprises, pour passer de l'idée à l'action en identifiant les efforts demandés ainsi que les plus-values que cette transformation va apporter. Il s'agit bien de construire ensemble un futur désirable pour tous.

Nous pourrions alors faire nôtre l'Ode à la vie du poète chilien Pablo Neruda dont nous retenons ces quelques mots : « Vie, tu es belle... tu es une machine pleine de bonheur... Que celui qui te renie sorte de sa solitude menteuse, qu'il joigne ses mains à d'autres mains, qu'il n'adopte ni ne flatte le malheur, qu'il le repousse ... »

Il n'est que temps de réinventer la Vie.

Signatures :